



Rassemblement contre la loi de sécurité Globale

A nouveau, des "marches de libertés" ont été décidées dans tous les départements pour le samedi 16 janvier avec un "grand rassemblement à Paris" le samedi 30 janvier prochain. Le projet de loi sur la sécurité globale reste dans les tuyaux et les décrets du 2 décembre instaurant un fichage sur les opinions politiques, religieuses et philosophiques, tout comme l'appartenance syndicale.

La Confédération FO, avec d'autres organisations, s'est opposée à ce texte (comme à celui sur la sécurité globale) et a saisi le Conseil d'État ; en vain !

Étouffer les libertés, recenser les convictions et les appartenances semble être aujourd'hui une pratique normale, banale ou légitime, y compris pour ceux qui sont censés nous protéger contre l'arbitraire.

Ce fichage scandaleux et sa potentielle utilisation inquiétante viennent renforcer l'arsenal répressif de l'État et confirment, si besoin était, la dérive autoritaire de l'exécutif.

Sans libertés fondamentales, pas de syndicalisme libre !

En restreignant les libertés collectives et notamment la liberté de manifester, le gouvernement cherche à nous empêcher d'agir au quotidien pour la défense de nos droits.

C'est pour cela que, une nouvelle fois dans le département, FO, la CGT, la FSU et Solidaires ont décidé d'une action commune le 16 janvier pour exiger le retrait de la loi de sécurité globale comme des décrets du 2 décembre sur le fichage.

Il est particulièrement important que nous soyons présents une nouvelle fois toutes et tous.

C'est la place naturelle du syndicalisme d'être aux avant-postes pour la défense des droits démocratiques qui ont permis de conquérir toutes nos garanties sociales collectives.

Participez au rassemblement devant la Préfecture de Gap à 14 heures samedi 16 janvier 2021.